

Journalistes, face à l'extrême droite et pour la liberté de la presse : tous dans la rue, tous mobilisés !



Dimanche 9 juin, le président de la République Emmanuel Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale, alors que l'extrême droite venait d'enregistrer l'un de ses plus hauts scores électoraux à l'occasion des élections européennes.

Les syndicats de journalistes, SNJ, SNJ-CGT et CFDT Journalistes rejoignent l'appel intersyndical à manifester les 15 et 16 juin, dans toutes les villes de France, face à la menace d'une extrême droite en capacité d'obtenir le pouvoir législatif.

Cette extrême droite porte un projet politique funeste, qui rejette l'égalité et la fraternité entre êtres humains, attaque les droits des minorités, entend dissoudre les fondements universels de la Sécurité sociale, et menace les libertés fondamentales, dont la liberté d'informer et la liberté syndicale.

L'extrême droite, depuis toujours prédatrice de la liberté de la presse, se voit déjà vendre l'audiovisuel public français à des groupes privés. Et pour l'ensemble des journalistes et des médias d'information, quels sont ses projets ? Il suffit malheureusement de constater les dégâts dans les pays européens où l'extrême droite est au pouvoir : toutes les formes de presse sont attaquées. Nos syndicats seront aux côtés de chacune des rédactions et de chaque journaliste qui se verrait victime de pressions politiques ou hiérarchiques sur le traitement de l'information.

Nous appelons nos consœurs et confrères à ne pas céder aux injonctions et intimidations pouvant les amener à un acte contraire à leur intime conviction professionnelle. Il n'y a notamment aucune raison de ne pas continuer à qualifier d'« extrême droite » les partis Rassemblement National, Reconquête, Les Patriotes, et toutes personnalités et mouvements répondant à ce positionnement dans l'échiquier politique.



Nous rappelons qu'un journaliste, s'il doit s'astreindre à la plus grande rigueur dans le traitement journalistique quotidien de l'actualité, sait également que le racisme, la xénophobie et l'homophobie sont punis par la loi. Que sa déontologie professionnelle lui demande de veiller "à ce que la diffusion d'une information ou d'une opinion ne contribue pas à nourrir la haine ou les préjugés" (Charte d'éthique de la Fédération internationale des journalistes). Or les rhétoriques de l'extrême droite, comme son vocabulaire – qu'elle tente d'imposer dans le débat public – vont à l'encontre des valeurs du pays de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Quant à la possibilité d'exprimer ses positions publiquement, les journalistes sont des citoyens à part entière, et leur liberté d'opinion ne saurait être brimée ni réprimée par qui que ce soit.

Une démocratie digne de ce nom doit être dotée d'une presse indépendante du pouvoir politique, pluraliste, avec des journalistes qui exercent en toute liberté. Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes appellent donc toutes les consœurs et confrères à faire barrage à l'extrême droite, et à participer aux rassemblements et défilés à venir.

Paris, le 13 juin 2024